

JT/RT

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL DU 8 DECEMBRE 2014

Envoyé en préfecture le 17/12/2014

Reçu en préfecture le 17/12/2014

Affiché le

Recevoir
Levraut

DELEGUES :	SEBA EAU	SEBA EAU PRODUCTION, DISTRIBUTION ET FOURNITURE EN GROS
Nombre	79	75
Quorum	40	38
Présents	46	43
Pouvoirs		5
Votants		48
Abstentions		1
Suffrages exprimés		47
Majorité requise		24
Pour		47
Contre		0

OBJET : N° 2.7.2.3. – FINANCES – BUDGET PRIMITIF 2015 ALIMENTATION EN EAU POTABLE –

L'an deux mille quatorze, le huit du mois de décembre, à dix-sept heures trente, les membres du COMITE SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIERE, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération tous les délégués -énumérés ci-dessous- ayant transféré la compétence eau.

Titulaires présents avec voix délibérative :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. LANGLET Patrick (Les Assions) / CONSTANT Bernard (Balazuc) / VENDEVILLE Patrice (Banne) / MATHIEU Jean-Claude (Beaulieu) / BALMELLE Robert (Berrias -Casteljau) / FAUGIER Christian(Chandolas)/ MME MOUTERDE Hélène et M. SERRE-CHAMARY René (Chassiers) / MM. PLANTEVIN Patrick (Chauzon) / GIRAUD Jacky (Chazeaux) / PASCAL Jean (Faugères) / LEYNAUD Jean-Marc (Joannas) / LEGENDRE Yves (Laurac en Vivarais) / BELLOT James (Meyras) / VIELLARD Jean-Léon (Pradons) / AUDIBERT François (Ribes) / IMBERT Guy (Rocher) / CHARRIERE Jacques et PERBOST Serge (Ruoms) / DEVANCIARD Gilles (St Alban Auriolles) / GARRIDO Jean-Manuel (St André de Cruzières) / MERINE Philippe (St Privat) / OZIL Raymond (Sampzon) / DUGAS Laurent (Tauriers) / LECOSSOIS Jean-Marie (Uzer) / SAUBIN Philippe et LACROTTE Robert (Vals-Les-Bains) / VEYRENC Eric (Vernon) / MANENT Pierre et GRASSET Guillaume (Vinezac)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> M. CIVIER Stéphane (Aubenas) / Mmes TOURRE Nathalie et CHASTAGNIER Geneviève (Joyeuse) / M. BARALE Ange et Mme MAIRESSE Nadine (Vallon Pont d'Arc) ; <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u> MM. BACCONNIER Jean-Claude et FALLOT Joseph <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat ST ETIENNE-DE-FONTB./ ST SERNIN :</u> M. DURIEU Jean-Marie <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> MM. GARRIDO Jean-Manuel (CDC Pays des Vans en Cévennes) / MANENT Pierre (CDC Vinobre)
--	---

Titulaires ayant donné procuration :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes:</u> M. ROURISSOL Denis (St Privat) à M. MERINE Philippe Mme EL FARKH Marie (Vals-Les-Bains) à M. SAUBIN Philippe	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> M. IMMACOLATO Jean-Pierre (vallon Pt d'Arc) à M. BARALE Ange <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC :</u> M. MARRON Jacques à M. Jean-Claude BACCONNIER M. UGHETTO René à M. Jean PASCAL
--	--

Titulaires excusés :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes:</u> Mme CHAGOT Patricia (Grospièrres) / MM. CHARRON Claude et ORIVES Eric (Lalevade d'Ardèche) / VEYRENC Yves (Pont de Labeaume) / PETROLACCI Raymond (Prunet) / SERRE Michel (St Alban Auriolles) / MEISS Bernard (Saint Andéol de Vals) / BOISSEL Jean-Luc (Saint Julien du Serre) / JAUFFRE Michel (St Pierre de Colombier) / OLIVIER Robert (Sanilhac) / Mme CHARROUD Annie et M. SOUTEYRAND Marc (Ucel)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u> Mme CHAGNOL Dominique et M. LADREYT Jean-Pierre <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> Mme CHAGNOL Dominique (CDC Gorges Ardèche)
---	---

Titulaires absents :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> Mme TAULEIGNE Lise (Fabras) / MM. FLAMBEAUX Patrice (Labeaume)/ PONTHER Jean-Yves et CLADT Bernard (Labégude) / CHAMBON Roland et BALAZUC Thierry (Lachapelle S/s Aubenas) / ROSE Hermand et Mme AMET Maryse (Largentièrre) / MM. RISSE Michel (Malbosco) / RAMANMALI Angelin (Montréal) / GIBERT Alain (Rocles) / Mme KONARZEWSKI Jessica et M. ROURE Sébastien (Rosières) / Mme MESSAOUDI Simone (Ruoms) / M. AVIAS Cyrille-Christophe(Ucel)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. ETIENNE Claude (Chirols) / CONTESSO Franck (Fons) <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC :</u> M. CHAULET Edouard <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> M. PONTHER Jean-Yves (CDC Aubenas-Vals)
---	---

Suppléants présents avec voix délibérative :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. MAURICE Fabrice (Grospièrres) / BAYONI Jacques (Pont-De-Labeaume) / FARGIER Gérard (St Pierre-De-Colombier) / Mme RODIER Ginette (Sanilhac)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u> Mme RAOUX Chantal <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> M. CHARRIERE Jacques (CDC Gorges de l'Ardèche)
---	---

Le Secrétaire de séance est : M. GRASSET Guillaume

- 1/5 -

« La Sigalière » – Les Vergnades – 07110 LARGENTIERE

Tél. 04 75 89 96 96 – Fax : 04 75 89 96 97 – E.mail : administration@seba-eau.fr - Site internet : www.seba-eau.fr

OBJET : N° 2.7.2.3. – FINANCES – BUDGET PRIMITIF 2015 ALIMENTATION EN EAU POTABLE –

Les éléments communs aux 3 budgets primitifs ainsi que le rappel des principales propositions d'orientations 2015 et les choix opérés, sans oublier la vision agrégée du budget 2015 sont des dispositions communes aux trois budgets et font l'objet d'un développement en présentation du budget « gestion générale » sans qu'il soit nécessaire de le développer à nouveau ici.

BUDGET PRIMITIF 2015 - ALIMENTATION EN EAU POTABLE (ANNEXE N° 4) -

Le projet de Budget Primitif 2015 annexe n°4 «Alimentation en Eau Potable » s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 12 590 700 € contre 17 191 892 € en 2014 (- 2676%) 5 075 000€ sont inscrits en section d'exploitation contre 5244 776 € en 2014 (-3,24%) et 7 515 700 € en section d'investissement contre 11 947 116 € en 2014 (37,09%).

Le budget annexe n° 4 « AEP » au Budget Principal est lui-même subdivisé, en interne, en deux sous-budgets communément dénommés « AEP 44 » et « AEP PDV ». Il doit être, cependant, présenté et voté, formellement, en fusionnant ces deux sous-budgets.

❖ Déclinaison du Sous-Budget « A.EP. DISTRIBUTION » (ANNEXE N°2) -**Section d'exploitation –**

Les **recettes** proviennent principalement :

- de la vente d'eau aux usagers pour 3 400 000 € (idem en 2014),
- de la vente de compteurs usagers pour 1 000 € ;
- des autres produits de gestion courante qui s'élèvent à 15 000 € (convention fibres optiques, achats d'eau) ;
- des opérations d'ordre de transfert entre sections (opération d'ordre) pour 169 400 € dont l'amortissement des subventions pour 129 400 € et des travaux en régie pour 40 000€.

Les **dépenses**, en regard, comprennent notamment :

- les charges à caractère général pour 33 300 € ;
- le remboursement des charges de personnel et frais assimilés pour 232 000 € calculés en fonction de la nouvelle clé de répartition ;
- les autres charges de gestion courante pour 835 700 €, dont respectivement 123 000 € correspondent aux contributions d'AEP distribution au Budget « Gestion Générale » ainsi que 712 700 € à la participation d'AEP Distribution à AEP Production (Opération d'ordre) ;
- les frais financiers pour 339 600 € ;
- les charges exceptionnelles (essentiellement des provisions) pour 618 300 € ;
- les dépenses imprévues pour 7 0 000 €,
- un virement à la section d'investissement pour 520 000 €, rappel étant fait que l'opération comptable n'est pas réalisée sur l'exercice N, mais sur l'année N+1 via l'affectation des résultats ;
- les dotations aux amortissements pour 936 500 € (opération d'ordre avec le chapitre 042).

Section d'investissement –

Les **recettes** proviennent essentiellement :

- des subventions pour 790 000 € ;
- des emprunts pour 2 284 900 € ; il s'agit là d'une prévision et d'une autorisation donnée au Président ;
- des autres immobilisations financières de 709 400 € liées à la récupération de la TVA par le Délégué ;
- de virement de la section de fonctionnement pour 520 000 € ;
- de l'amortissement des immobilisations pour 936 500 € (opération d'ordre avec le chapitre 040) ;
- des opérations patrimoniales pour 709 400 € (opération d'ordre sur la TVA).

Les **dépenses** se composent :

- de 30 000 € pour le remboursement de trop perçu des subventions ;
- de 4 256 400 € pour les opérations d'équipements (études, acquisitions et travaux), qui intègrent des crédits pour les frais de maîtrise d'œuvre privé. Ces dépenses sont présentées dans le détail, opération par opération, dans l'annexe budgétaire jointe au rapport et ont fait l'objet d'un examen particulier en cours de séance. Certaines de ces opérations font l'objet d'un traitement en « Autorisations de Programmes/Crédits de Paiement » également présentées dans l'**annexe budgétaire**.
- Des immobilisations corporelles pour 15 000 € pour l'intervention de prestataires pour actes foncier administratifs
- du remboursement du capital de la dette pour 520 000 € ;
- des dépenses imprévues pour 250 000 €,
- des opérations d'ordre de transfert entre sections pour 169 400 € dont l'amortissement des subventions pour 129 400 € et des travaux en régie pour 40 000 € ;
- des opérations patrimoniales pour 709 400 € (opération d'ordre sur la TVA).

❖ **Déclinaison du Sous-Budget – A.EP. PRODUCTION (ANNEXE N°3) -****Section d'exploitation –**

Les **recettes** proviennent principalement :

- de la participation des collectivités souscriptrices à PDV pour 1 096 000 €, inchangé par rapport à 2014, dont 65 % proviennent du SEBA distribution et 35 % des autres collectivités du SEBA production ;
- des produits exceptionnels pour 49 100 € ;
- des opérations d'ordre de transfert entre sections (opération d'ordre) pour 344 500 € dont l'amortissement des subventions pour 334 500 € et des travaux en régie pour 10 000 €.

Les **dépenses**, en regard, comprennent notamment :

- les charges à caractère général pour 111 600 €,
- le remboursement des charges de personnel et frais assimilés représentent 152 000 € calculés en fonction de la nouvelle clé de répartition,
- les autres charges de gestion courante pour 84 000 €,
- les frais financiers pour 216 000 € ;
- un virement à la section d'investissement pour 405 000 €, rappel étant fait que l'opération comptable n'est pas réalisée sur l'exercice N, mais sur l'année N+1 via l'affectation des résultats ;
- les opérations d'ordre entre sections pour 521 000 € (opération d'ordre avec le chapitre 042), dont dotations aux amortissements pour 513 000 €.

Section d'investissement –

Les **recettes** proviennent essentiellement :

- des subventions pour 150 500 € ;
- des emprunts pour 271 000 € ; il s'agit là d'une prévision et d'une autorisation donnée au Président ;
- des autres immobilisations financières de 113 000 € liées à la récupération de la TVA par le Délégué ;
- de virement de la section de fonctionnement pour 405 000 € ;
- de l'amortissement des immobilisations pour 513 000 € (opération d'ordre avec le chapitre 040) ;
- des opérations patrimoniales pour 113 000 € (opération d'ordre sur la TVA).

Les **dépenses** se composent :

- de 678 000 € pour les opérations d'équipements (études, acquisitions et travaux), qui intègrent des crédits pour les frais de maîtrise d'œuvre privé. Ces dépenses sont présentées dans le détail, opération par opération, dans **l'annexe budgétaire** joint au présent rapport et feront l'objet d'un examen particulier en cours de séance. Certaines de ces opérations font l'objet d'un traitement en « Autorisations de Programmes/Crédits de Paiement » également présentées dans **l'annexe budgétaire**.
- Des immobilisations corporelles pour 15 000 € pour l'intervention de prestataires pour actes foncier administratifs (
- du remboursement du capital de la dette pour 405 000 € ;
- des dépenses imprévues pour 10 000 € ;
- des opérations d'ordre de transfert entre sections pour 344 500 € dont l'amortissement des subventions pour 334 500 € et des travaux en régie pour 10 000 € ;
- des opérations patrimoniales pour 113 000 € (opération d'ordre sur la TVA).

❖ **Récapitulatif BUDGET PRIMITIF 2015 – TOTAL - ALIMENTATION EN EAU POTABLE – (ANNEXE N°4)****Section d'exploitation –**

Les **recettes** proviennent principalement :

- de la vente d'eau aux usagers pour 3 400 000 € (idem en 2014),
- de la vente de compteurs usagés pour 1 000 € ;
- de la participation des collectivités souscriptrices à PDV pour 1 096 000 €, inchangé par rapport à 2014, dont 65 % proviennent du SEBA distribution et 35 % des autres collectivités du SEBA production ;
- des autres produits de gestion courante qui s'élèvent à 15 000 € (convention fibres optiques, achats d'eau) ;
- des produits exceptionnels pour 49 100 € ;
- des opérations d'ordre de transfert entre sections (opération d'ordre) pour 513 900 € dont l'amortissement des subventions pour 463 900 € et des travaux en régie pour 50 000 €.

Les **dépenses**, en regard, comprennent notamment :

- les charges à caractère général pour 144 900 € contre 176 000 € en 2014 ;
- le remboursement des charges de personnel et frais assimilés représentent 384 000 € contre 596 600 € en 2014 ; calculés en fonction de la nouvelle clé de répartition ;
- les autres charges de gestion courante pour 919 700 € contre 1 049 980 € en 2014, dont respectivement 23 000 € et 84 000 € correspondent aux contributions d'AEP distribution et AEP Production au Budget « Gestion Générale » ainsi que 712 700 € à la participation d'AEP Distribution à AEP Production (Opération d'ordre) ;
- les frais financiers pour 555 600 € (contre 602 300 € en 2014) ;
- les charges exceptionnelles (essentiellement des provisions) pour 618 300 € (contre 712 500 € en 2014) ;
- les dépenses imprévues pour 7 0 000 € (contre 60 000 € en 2014) ;
- un virement à la section d'investissement pour 925 000 € contre 582 396 € en 2014, rappel étant fait que l'opération comptable n'est pas réalisée sur l'exercice N, mais sur l'année N+1 via l'affectation des résultats ;
- les opérations d'ordre de transfert entre sections pour 1 457 500 € contre 1 465 000 € en 2014 (opération d'ordre avec le chapitre 042), dont dotations aux amortissements pour 1 449 500 €.

Section d'investissement –

Les **recettes** proviennent essentiellement :

- des subventions pour 940 500 € contre 787 700 € en 2014 ;
- des emprunts pour 2 555 900 € contre 6 162 844 € en 2014 ; il s'agit là d'une prévision et d'une autorisation donnée au Président ;
- des autres immobilisations financières de 822 400 € contre 1 474 588 € en 2014 liées à la récupération de la TVA par le Délégué ;
- de virement de la section de fonctionnement pour 925 000 € contre 582 396 € en 2014 ;
- de l'amortissement des immobilisations pour 1 449 500 € contre 1 465 000 € en 2014 (opération d'ordre avec le chapitre 040) ;
- des opérations patrimoniales pour 822 400 € (opération d'ordre sur la TVA) contre 1 474 588 € en 2014.

Les **dépenses** se composent :

- de 30 000 € pour le remboursement de trop perçu des subventions ;
- de 4 934 400 € pour les opérations d'équipements (études, acquisitions et travaux), contre 8 647 528 € en 2014 qui intègrent des crédits pour les frais de maîtrise d'œuvre privé. Ces dépenses sont présentées dans le détail, opération par opération, dans **l'annexe budgétaire** jointe au rapport et ont fait l'objet d'un examen particulier en cours de séance. Certaines de ces opérations font l'objet d'un traitement en « Autorisations de Programmes/Crédits de Paiement » également présentées dans **l'annexe budgétaire**.
- Des immobilisations corporelles pour 30 000 € pour l'intervention de prestataires pour actes foncier administratifs (répartis 50 % pour les 2 sous-budgets) ;
- du remboursement du capital de la dette pour 925 000 € contre 890 000 € en 2014 ;
- des dépenses imprévues pour 260 000 € (contre 200 000 € en 2014) ;
- des opérations d'ordre de transfert entre sections (opération d'ordre) pour 513 900 € dont l'amortissement des subventions pour 463 900 € (129 400 € sur AEP Distribution et 34 500 € sur AEP Production et des travaux en régie pour 50 000 €) ;
- des opérations patrimoniales pour 822 400 € (opération d'ordre sur la TVA) contre 1 474 588 € en 2014.

Les Commissions des Finances/Administration Générale et des Travaux/Services Publics ont été saisies du présent budget respectivement les 2 et 3 décembre 2014 et la Commission Consultative des Services Publics Locaux le 2 décembre 2014.

Le Comité Syndical est appelé à se prononcer sur le projet de Budget Primitif 2015 annexe n°4 « Alimentation en eau potable » ainsi que les sous-budget analytiques « AEP Distribution » et « AEP Production » tels que présentés par le Président. .

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical, à la majorité des membres présents ou représentés, (1 abstention M. Eric VEYRENC) **ADOpte** ces propositions telles que résumées dans la balance ci-après :

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
VUE D'ENSEMBLE		A1

EXPLOITATION		
	DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LA SECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	5 075 000,00
	5 075 000,00	5 075 000,00
	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00
	0,00	0,00
	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit)
	0,00	(si excédent)
	0,00	0,00
	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	5 075 000,00
	5 075 000,00	5 075 000,00

INVESTISSEMENT		
	DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	7 515 700,00
	7 515 700,00	7 515 700,00
	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00
	0,00	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif)
	0,00	(si solde positif)
	0,00	0,00
	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	7 515 700,00
	7 515 700,00	7 515 700,00

TOTAL		
	TOTAL DU BUDGET (3)	12 590 700,00
	12 590 700,00	12 590 700,00

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME
Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL